

Un cessez-le-feu a été négocié en marge du sommet de l'OUA

Au terme d'une journée durant laquelle l'Organisation de l'unité africaine (OUA), réunie en sommet à Tunis, s'est affairée au chevet du Rwanda ravagé par la guerre civile, les rebelles du Front patriotique rwandais (FPR) ont annoncé, mardi 14 juin, dans la coulisse du sommet africain, avoir accepté un cessez-le-feu immédiat. L'un des deux représentants du FPR à Tunis, Pasteur Bizimundu, a précisé que le gouvernement intérimaire rwandais (GIR) avait pris le même engagement.

Ce double engagement des frères ennemis rwandais a été pris devant le mini-sommet à cinq sur le Rwanda dont les réunions se sont déroulées dans un hôtel réservé aux chefs d'Etat, en marge du sommet de l'OUA proprement dit, qui se tient depuis lundi, et jusqu'à mercredi midi, au palais des congrès.

Le mini-sommet a réuni le « médiateur » zaïrois, Mobutu Sese

Seko, le « facilitateur » tanzanien, Hassen Mwinyi, le président de l'Ouganda, Yoweri Museveni (qui a quitté Tunis aussitôt conclu cet accord de cessez-le-feu), le président du Burundi, Silvestre Nibantungnya, et le vice-président du Kenya, Saitoti George.

M. Bizimundu a précisé que la Tanzanie - qui avait organisé les négociations et la signature de l'accord d'Arusha en août 1993 - allait avoir dans un délai de sept jours des consultations avec les parties en guerre. Il a ajouté que l'engagement du FPR entrait dans le cadre de l'accord de cessez-le-feu qu'il avait accepté le mois dernier à Gbadolite au Zaïre, et qui était resté lettre morte, avant de déplorer le fait que l'OUA condamne les massacres « tout en embrassant les tueurs » du GIR, qui occupe le siège rwandais au sommet de Tunis.

De leur côté, les représentants du GIR se sont bornés à préciser

qu'ils avaient toujours réclamé un cessez-le-feu, mais qu'ils s'étaient heurtés à « l'attitude négative » des rebelles « soutenus par l'Ouganda ». A Kigali, des fusillades et des tirs sporadiques à l'arme lourde ont été entendus dans la nuit de mardi et mercredi matin, en dépit de l'annonce de l'entrée en vigueur immédiate du cessez-le-feu.

Massacre au Burundi

Plus de cent Tutsis, qui s'étaient réfugiés au Burundi voisin, ont été massacrés pendant le week-end, dans le camp de Bugabira au nord-est du pays, par des miliciens hutus venus du Rwanda. Des combats entre les forces armées burundaises - dominées par l'ethnie minoritaire des Tutsis - et des bandes armées hutues venues du Rwanda ont fait vingt-trois morts entre vendredi et dimanche dans la province de Kayanza (nord du

Burundi) et dans la périphérie de Bujumbura.

Selon la radio nationale burundaise, quinze personnes ont été tuées et cinq grièvement blessées, lorsqu'une « bande armée » a attaqué la ville de Kayanza, située à proximité de la frontière rwandaise. La radio a encore indiqué que des affrontements opposent depuis vendredi 10 juin l'armée et des « bandes armées », dans les collines autour de Bujumbura. Deux soldats et six éléments de ces « bandes » ont été tués, a-t-elle ajouté.

La multiplication des combats sur le territoire burundais fait planer à Bujumbura le spectre d'une « dérive rwandaise » au Burundi demeuré relativement calme depuis la mort le 6 avril à Kigali du chef de l'Etat, Cyprien Ntaryamira, tué dans le même attentat que le président rwandais, Juvénal Habyarimana. - (AFP)